

## Paris et Berlin apportent leur soutien à la transition politique en Tunisie

### Tunis Envoyé spécial

#### Laurent Fabius veut accélérer le versement de l'aide débloquée par la France

L'information n'avait pas vocation à être diffusée, mais elle est tombée à point nommé : Laurent Fabius compte passer ses vacances d'été en Tunisie. Le ministre français des affaires étrangères a visiblement été pris de court lorsqu'il a été interrogé à ce sujet par la presse tunisienne en arrivant, vendredi 25 avril, sur le chantier d'un nouveau réseau ferroviaire à Tunis, cofinancé par des fonds européens. " *Vous êtes bien informés* ", s'est-il contenté de répondre, sans donner plus de détails.

L'anecdote a ravi les Tunisiens et a parfaitement complété le message que le chef de la diplomatie française et son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, étaient venus porter pendant leur premier voyage commun dans ce pays. L'objectif de ce périple de vingt-quatre heures était triple. D'abord, apporter un soutien politique à la Tunisie, " *la seule réussite des "printemps arabes"* ", souligne un diplomate français. Ensuite, appeler à la mobilisation des fonds pour accompagner la transition économique du pays. Et enfin, montrer que la France et l'Allemagne parlent d'une seule voix sur la politique de voisinage de l'Union européenne, tant à l'Est qu'au Sud. D'où la première étape de ce déplacement qui a conduit, mercredi et jeudi, les deux ministres en Moldavie et en Géorgie, deux anciennes républiques soviétiques qui, elles aussi, sont des exceptions démocratiques parmi les Etats issus de l'ex-URSS.

A Tunis, Laurent Fabius et Frank-Walter Steinmeier n'ont pas ménagé leur peine pour vanter les mérites du " *modèle tunisien* " à un moment où le pays est engagé dans un vaste débat sur sa réforme électorale qui devrait conduire à la tenue de nouvelles élections d'ici à la fin de l'année. " *Nous avons confiance dans la réussite démocratique de la Tunisie* ", a affirmé, vendredi, M. Fabius, qui a salué la récente adoption d'une nouvelle Constitution, " *à beaucoup d'égards exemplaire* ", a-t-il souligné.

Pour consolider ces changements politiques, les deux ministres étaient également venus plaider pour un renforcement de l'aide internationale, car " *tous les Tunisiens n'ont pas encore encaissé les dividendes de la démocratie* ", a relevé M. Steinmeier. " *Investir dans la Tunisie, c'est investir dans la démocratie* ", a renchéri M. Fabius.

" Urgence politique "

Encore faut-il que le pays ait la capacité d'absorber les offres d'aide. M. Fabius a rappelé que les 500 millions d'euros d'assistance dévoilés par François Hollande lors de sa visite à Tunis, en février, étaient toujours " *disponibles* " et qu'il souhaitait " *accélérer* " leur déblocage. Pour cela, il faudrait que le Parlement tunisien ratifie les protocoles financiers associés à ces projets. Or, constate un diplomate, " *le pays est absorbé par l'urgence politique* " et n'a pas encore mis en place les instruments techniques et juridiques qui lui permettraient de recevoir ces financements.

M. Fabius a également annoncé une nouvelle mesure : la conversion d'une partie de la dette tunisienne envers la France en investissements, pour un montant de 60 millions d'euros. " *On verra si le modèle marche avant de le dupliquer sur d'autres montants de la dette* ", a observé un expert.

Dernier volet de cette diplomatie économique : les ministres français et allemand se sont engagés à soutenir l'organisation d'une conférence internationale de donateurs pour la Tunisie, dont la tenue pourrait intervenir fin juin ou début septembre. Mardi 29 avril, le sujet sera au cœur des entretiens entre Mehdi Jomaa, le chef du gouvernement tunisien, et François Hollande, qui le recevra à l'Élysée.

**Yves-Michel Riols**